

NANCY

Droit d'asile Le maire de Nancy, secrétaire général de l'Association des grandes villes de France, a été reçu place Beauvau par le ministre de l'Intérieur. Au menu du café républicain, le dossier de l'hébergement d'urgence à Nancy.

André Rossinot chez Valls

ILS SE CONNAISSENT, ils se croisent et un café républicain, prévu de longue date place Beauvau, a été l'occasion mardi pour André Rossinot d'interpeller Manuel Valls sur l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile.

Avec le cabinet du ministre, le maire radical de Nancy avait travaillé le dossier, passant aux conseillers du ministre de l'Intérieur une synthèse de trois pages, humaine certes, mais sans faiblesse. « En 2012 nous avons enregistré un doublement du nombre des demandeurs d'asile (2 456 contre 1 127 en 2011). Notre département se plaçait ainsi au 12^e rang, et au 4^e pour les mineurs demandeurs d'asile. La situation à mi-année 2013 continue de s'aggraver au point que la Meurthe-et-Moselle bénéficie du triste privilège d'occuper la seconde place des départements par le nombre de mineurs présents » explique André Rossinot, qui confirme, qu'à Nancy, les capacités d'hébergement sont épuisées, qu'il s'agisse de

l'occupation des locaux mis à disposition, ou des « nombreux hôtels sollicités par l'association Accueil et réinsertion sociale, pour le compte de l'État ».

Prise de conscience

André Rossinot a-t-il eu l'impression d'avoir été entendu ? « Manuel Valls a pris connaissance de notre mémoire, et constaté qu'il était solide et non agressif. Il a sensibilisé ses collaborateurs qui sont loin du quotidien de l'ARS, des gens exténués, qui font un travail exceptionnel à Nancy, allant jusqu'à accueillir certains demandeurs d'asile dans leur bureau. Mais cela ne peut plus durer ».

D'autant que derrière la détresse de l'immigration économique, se cachent aussi mafias et réseaux qui utilisent et exploitent les mineurs. Conscient de la gravité du dossier et de son urgence, Manuel Valls a confirmé à André Rossinot la nomination de deux parlementaires, pour une mission respectant l'équilibre



■ Scène hélas presque « ordinaire » rue Gilbert à Nancy, où l'ARS déploie une énergie sans limite.

Photo d'archive Pierre MATHIS

politique : « Si j'en crois mes informations, on aurait là deux élus efficaces de sensibilité sociale et républicaine importante. Il n'y a pas de volonté de provocation de la part du gouvernement ».

Pour André Rossinot, les textes antérieurs concernant

l'immigration, bien adaptés en leur temps, sont aujourd'hui dépassés : « On reconduit les gens dans le pays par lequel ils sont entrés en Europe, mais on les retrouve huit jours plus tard dans la rue ».

« Nous assistons depuis des mois à l'organisation et à l'ins-

tallation de véritables campements en plein cœur de ville, rue Gilbert, devant les locaux d'accueil et d'orientation de l'ARS. Ces campements sont entretenus régulièrement par certaines associations et personnes, sans doute animées par des intentions de solidarité, mais dont l'action se révèle au final contre productive, exacerbant l'incompréhension des riverains et les tensions » a expliqué André Rossinot dans le bureau de Manuel Valls. Le maire de Nancy et secrétaire général de l'Association des grandes villes de France, en appelle donc à une « remise à plat du système actuel ».

Ce qui veut dire clairement, revoir les dispositifs en matière de politique pénale, de régime juridique de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière, sans pour autant négliger l'aspect humain du dossier. L'été, même timide, n'arrondit en rien, les conditions de vie de demandeurs d'asile dormant dans la rue.

Pascal SALCIARINI